



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L' AFRIQUE

Première réunion du Comité de l'information
pour le développement

28 juin - 2 juillet 1999
Addis-Abeba (Ethiopie)

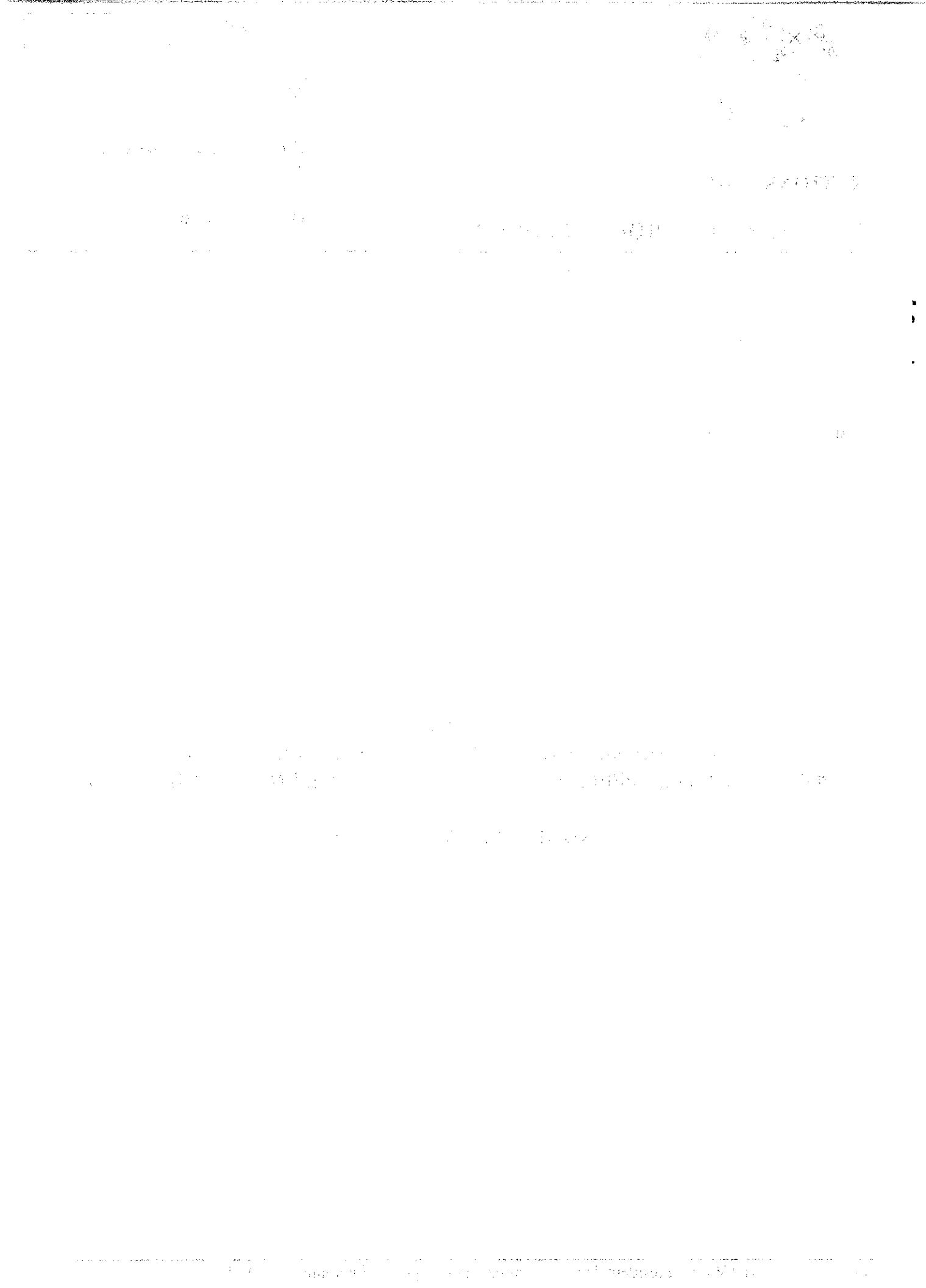


Distr.: GENERALE

E/ECA/DISD/CODI.1/31
21 juin 1999

Original: Anglais

RAPPORT DE LA
SEPTIEME REUNION DU COMITE DE COORDINATION
POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA STATISTIQUE EN AFRIQUE (CASD)
21-22 MAI 1997
ADDIS ABEBA (ETHIOPIE)





**NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**



Distr.: LIMITEE

**ECA/DISD/CASD.7/97/4
31 mai 1997**

**FRANCAIS
Original : ANGLAIS**

Septième réunion du Comité de coordination
pour le développement de la statistique
en Afrique (CASD)

21 - 22 mai 1997
Addis-Abeba (Ethiopie)

R A P P O R T

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX .	1 - 41	
B. ORDRE DU JOUR	5	1
C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX	6 - 14	2
1. Allocution d'ouverture	6 - 14	2
2. Rapport du secrétariat au CASD	15 - 25	3-4
3. Examen des équipes spéciales proposées	26 - 60	4-9
4. Mobilisation de ressources pour les activités du CASD	61 - 73	9-11
5. Questions diverses	74 - 82	11-12
6. Date et lieu de la prochaine réunion	83 - 85	12
ANNEXE I EQUIPES SPECIALES DU CASD		1-4
ANNEXE II LISTE DES PARTICIPANTS		

A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La septième réunion du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) s'est tenue au siège de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) les 21 et 22 mai 1997.
2. Ont assisté à la réunion les membres suivants du CASD:
 - **Etats membres africains:** Ethiopie, Nigéria, Afrique du Sud;
 - **Centres régionaux de formation statistique participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA):** Institut of Statistics and Applied Economics (ISAE), Université Makerere;
 - **Organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non africains:** Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni; Bureau of the Census des Etats-Unis, International Programs Centre; Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT); Banque mondiale et Division de la statistique de l'ONU.
3. La CEA, y compris le secrétariat du CASD, a également participé à la réunion.
4. M. Lamine Diop, Directeur général d'AFRISTAT, a été élu Président de la réunion. En acceptant cette élection, M. Diop a rappelé qu'il avait été jugé nécessaire à la sixième réunion du Comité de redynamiser le Comité en remplaçant les sous-comités par des équipes de travail. Il a cependant déploré que certains des membres actifs du Comité ne soient pas présents à la réunion.

B. ORDRE DU JOUR

5. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :
 1. Allocution d'ouverture
 2. Election du Président
 3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail
 4. Rapport du secrétariat au CASD
 5. Examen des équipes de travail proposées
 - a) Propositions émanant des membres
 - b) Examen des propositions émanant des membres et du secrétariat du CASD
 - Présentation
 - Discussion
 - Adoption
 6. Mobilisation de ressources pour la mise en oeuvre des activités du CASD
 7. Questions diverses
 8. Date et lieu de la prochaine réunion
 9. Clôture de la réunion

C. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

1. Allocution d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

6. Dans son allocution d'ouverture, M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA, a déclaré que la CEA a été revitalisée et réformée et que dans le cadre de la rénovation, il avait fallu redéfinir le travail de la Commission selon de nouvelles orientations stratégiques, l'objectif fondamental étant de mieux servir l'Afrique. L'établissement d'alliances stratégiques mutuellement bénéfiques avec les partenaires, était un élément important du processus de rénovation. Il a souligné que le CASD avait un rôle important à jouer pour faire en sorte que ses activités complètent celles de la CEA en ce qui concerne en particulier la promotion d'une coopération effective avec les partenaires dans la promotion du développement de la statistique en Afrique.

7. M. Amoako a en outre mis l'accent sur le sous-développement de l'information en Afrique, caractérisé par le manque ou la mauvaise qualité des données, la faiblesse ou l'insuffisance des systèmes de télécommunications, l'absence d'une masse critique de personnel qualifié et une législation et des réglementations entravant la circulation de l'information. En raison de cet état de choses peu satisfaisant, la CEA considérait qu'il était très important de renforcer les moyens d'information dans le cadre de l'Initiative société africaine de l'information.

8. Le Secrétaire exécutif a indiqué que la réhabilitation de l'infrastructure statistique de l'Afrique est demeurée un domaine prioritaire pour la CEA, l'objectif étant de contribuer au développement de systèmes nationaux de statistique durables. Il a fait savoir qu'au niveau sous-régional, des mesures étaient prises pour renforcer et rationaliser les centres de développement sous-régionaux (CDSR) afin d'améliorer les communications entre les Etats membres et la CEA et également rendre la CEA plus opérationnelle au niveau sous-régional.

9. Il a fait observer que le secrétariat du CASD manquait de dynamisme et d'orientation et n'avait par conséquent pu coordonner comme il se devait les activités pour le développement de la statistique en Afrique. Il a indiqué que la situation changeait, des efforts étant faits pour mieux définir le rôle de la CEA et déterminer comment elle peut effectivement jouer ce rôle en général et en partenariat avec d'autres, compte tenu de la taille de la CEA et des ressources limitées dont elle disposait.

10. M. Amoako a présenté aux membres du Comité, le nouveau chef de la Division des services d'information pour le développement, Dr. Karima Bounemra Ben Soltane.

11. Il a remercié les organisateurs et co-organisateurs des sous-comités du CASD, à savoir le Bureau de statistique de l'Union européenne (EUROSTAT), le DFID, Statistics Sweden, la Banque mondiale et la Division de la statistique de l'ONU pour leur assistance et leur appui au développement de la statistique en Afrique.

12. Finalement, le Secrétaire exécutif a assuré le Comité qu'il était personnellement déterminé à faire tout son possible, dans les limites des ressources disponibles, pour faciliter les travaux du Comité et a exprimé l'espoir que la collaboration entre la CEA et ses partenaires serait intensifiée.

13. En réponse au Secrétaire exécutif qui avait demandé à avoir des commentaires sur sa déclaration, il a été indiqué que les statistiques africaines étaient les plus faibles de toutes les régions du monde et les moins fiables. Il a été demandé à la CEA de redoubler d'efforts pour aider à motiver les Etats membres afin qu'ils élaborent et améliorent leurs données et statistiques.

14. Le Comité a exprimé sa gratitude au Secrétaire exécutif pour être venu prononcer son discours et ouvrir sa septième réunion et a assuré M. Amoako que son vif intérêt pour le CASD et son appui au Comité auraient une incidence positive sur les travaux du Comité.

2. Rapport du secrétariat au CASD (point 4 de l'ordre du jour)

15. Pour la discussion de ce point de l'ordre du jour, le Comité était saisi du document ECA/DISD/CASD.7/97/1: Rapport du secrétariat au CASD.

16. En présentant le document, un représentant du secrétariat du CASD a rappelé que depuis sa création, le CASD opérait par l'intermédiaire de quatre sous-comités qui s'occupaient de questions spécifiques, mais qu'à sa sixième réunion, le Comité avait décidé de créer des équipes spéciales dont pourraient faire partie des membres autres que ceux du CASD. Le représentant a indiqué que le secrétariat du CASD présenterait des propositions au Comité en ce qui concerne les équipes spéciales.

17. Concernant la composition du CASD, le représentant a déclaré qu'une proposition pour l'octroi de statut d'observateur était présentée à l'examen du Comité.

18. Le Comité a été informé, entre autres, qu'à partir du 1er janvier 1997, cinq nouvelles divisions remplaçant toutes les anciennes divisions de la CEA étaient devenues opérationnelles. En outre, désormais c'est la Division des services d'information pour le développement (DISD) qui s'occupe des statistiques.

19. Le Chef de la DISD a informé le Comité que l'objectif de la Division était de s'assurer que l'information dont la statistique était un élément vitale, était visible. A cet égard, la CEA en partenariat avec d'autres, aidera ses Etats membres à mettre en place des bases de données, à assurer la connectivité électronique et à créer des réseaux.

20. Dans la discussion qui a suivi, il a été fait observer que le rapport traitait plus des questions de procédure que d'activités de fond du CASD. Il a en outre été noté que la décision du Comité de se reconstituer ne signifiait pas qu'il avait échoué, de fait il avait à son actif certaines réalisations, comme en témoignait le nombre de publications importantes produites par le Comité. Le fait d'avoir un organisme restreint comprenant moins de membres représentant les institutions bilatérales et multilatérales africaines et non africaines ainsi que des donateurs et davantage de membres représentant les Etats membres de la CEA (qui avait la responsabilité première du développement de la statistique), devait assurer un impact suffisant.

21. Le Comité a examiné une proposition du secrétariat du CASD sur les possibilités de fournir un financement aux membres du CASD (Etats membres africains) qui, pour des raisons financières, pourraient avoir des difficultés à participer aux réunions du CASD. A cet égard, il a été rappelé que pour être membre du CASD, l'Etat membre devait fournir la preuve qu'il était largement auto-suffisant en matière d'activités statistiques.

22. Il a été rappelé que la composition du CASD avait été limitée de façon à le rendre cohérent et lui donner plus d'impact, l'hypothèse étant que les membres pourraient ainsi participer aux activités du CASD et aux réunions du Comité.

23. S'agissant de la possibilité de financer la participation des Etats membres aux réunions du CASD sur les projets/programmes par pays financés par des donateurs, il a été fait observer qu'un tel arrangement n'était pas durable dans la mesure où l'achèvement du projet/programme signifierait la fin de la participation de l'Etat membre aux activités et réunions du CASD. Il a été estimé que fournir un appui au niveau national était un moyen efficace de faire participer les pays aux activités du CASD.

24. Le Comité a reconnu la nécessité d'associer certains organismes et certaines institutions régionales africaines comme par exemple le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque africaine de développement (BAD) etc. aux travaux du CASD mais a renvoyé à sa huitième réunion, la question de l'octroi du statut d'observateur auprès du CASD. Il a demandé au secrétariat d'étudier la question plus à fond, en ce qui concerne en particulier les rôles des observateurs et les propositions faites

à la réunion. En attendant, les non-membres intéressés devraient être invités et encouragés à participer aux travaux du CASD, à travers les équipes spéciales, en qualité d'associés.

25. Une liste des nouveaux organismes potentiels qui pourraient être associés aux activités du CASD sera établie par le secrétariat. Des contacts seront pris au cours des prochains mois. Les résultats seront communiqués aux membres du CASD durant la huitième réunion.

3. Examen des équipes spéciales proposées (point 5 de l'ordre du jour)

26. Pour la discussion de ce point de l'ordre du jour, le Comité était saisi du document ECA/DISD/CASD.7/97/2 "Equipes spéciales proposées".

27. En présentant le document, un représentant du secrétariat a indiqué que c'était à la sixième réunion du Comité en mars 1996 qu'il avait été demandé d'élaborer ce document, à la suite de la formation du nouveau CASD et après qu'il eut été décidé que son travail serait effectué par des équipes spéciales.

28. Le secrétariat a expliqué qu'en proposant les neuf équipes spéciales, il avait été tenu compte des idées exprimées à la sixième réunion du CASD et de celles exprimées dans des instances internationales ainsi que des activités d'autres institutions. Neuf équipes spéciales pouvant se révéler difficiles à gérer, leur nombre pourrait être réduit afin de permettre une assistance optimale aux pays africains. Le secrétariat a invité les membres à présenter d'autres propositions afin qu'il y ait un examen exhaustif de l'ensemble des propositions.

29. Le secrétariat a proposé la création d'équipes spéciales dans les domaines suivants :

1. Etablissement de liaisons pour les membres du CASD;
2. Capacités de traitement électronique des données dans les pays africains;
3. Répertoire des activités entreprises en Afrique dans le domaine de la statistique;
4. Renforcement des centres participant au Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA);
5. Création d'un centre africain d'archivage/de traitement à façon des données relatives aux ménages;
6. Mesure de la pauvreté et suivi de son évolution en Afrique;
7. Développement des données détaillées par sexe en Afrique;
8. Mise en place du Système de comptabilité nationale 1993 et problèmes de coordination;
9. Etablissement de séries de données sociales nationales minimales pour les Etats membres.

30. Avant de se pencher sur chaque équipe en particulier, le Comité a fait les suggestions et commentaires suivants :

- les équipes spéciales pourraient être regroupées en trois catégories, la première comprenant les équipes proposées lors de la sixième réunion du CASD, la deuxième les équipes issues de la Conférence africaine des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et de l'information et la troisième regroupant celles proposées par le secrétariat du CASD;

- il s'imposait de mieux centrer la réflexion lors du choix des équipes spéciales ou lors de l'élaboration des propositions;
- certaines des équipes spéciales semblaient avoir été définies de façon imprécise, certaines pouvaient être combinées et d'autres paraissaient inutiles en ce sens qu'elles reprenaient le travail;
- dans certains cas, la période prévue pour l'accomplissement du travail assigné à l'équipe a été considérée insuffisante compte tenu des objectifs;
- le produit du travail d'une équipe spéciale pourrait être plus utile s'il s'agissait d'autre chose que d'un simple rapport, par exemple un document présentant un cadre d'action;
- les équipes spéciales devraient avoir des objectifs clairs et leur travail devrait déboucher sur des produits mesurables;
- pour la mise en oeuvre, il a été recommandé de procéder par phases, en fixant un délai précis pour la réalisation de chaque phase;
- certaines tâches incomberaient aux équipes spéciales du CASD tandis que d'autres seraient inscrites dans le programme de travail de la Division des services d'information pour le développement (DSID);
- des membres ont proposé la création d'équipes spéciales dans les domaines suivants: projet relatif à une base de données évolutive pour l'Afrique (deux projets pilotes: un sur les macro-données et un autre sur les micro-données); mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba (ce qui suppose la mise en place de l'équipe spéciale sur le répertoire des activités entreprises en Afrique dans le domaine de la statistique); série de recensements de la population et de l'habitat de l'an 2000;
- la création d'un bulletin du CASD faciliterait la diffusion d'informations sur les activités des équipes spéciales, du CASD en général et du secrétariat;
- ce ne serait peut-être pas très judicieux actuellement de créer une équipe spéciale pour la série de recensements de la population et de l'habitat de l'an 2000, étant donné que le Bureau of the Census des Etats-Unis, la Division de la statistique de l'ONU, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la CEA, etc., y travaillent;
- il faudrait faire une distinction nette entre les activités et mesures à entreprendre par le CASD et celles qui relèvent du programme ordinaire de la CEA, afin d'éviter tout chevauchement.

31. Les participants ont fait les suggestions et commentaires suivants:

Equipe spéciale n°1: Connectivité pour les membres du CASD

32. Cette activité devrait bénéficier d'un rang de priorité élevé car les membres du CASD ont besoin d'être reliés entre eux et avec d'autres, au moins par courrier électronique, pour faciliter les communications. Le secrétariat dirige cette activité et le travail a déjà démarré. Les participants ont reconnu qu'il fallait des moyens de communication fonctionnels, rapides et peu onéreux, notamment le courrier électronique et autres liaisons électroniques. En outre, une fois que l'on sait quels pays ont des liaisons par courrier électronique, il sera possible de voir comment ces pays peuvent organiser leurs activités internes pour pouvoir tirer profit des progrès de la technologie.

33. Les activités de l'équipe spéciale devront comprendre notamment l'établissement de liaisons matérielles pour les membres du CASD (courrier électronique, Internet et création d'une page Web). Cette activité formerait le point de départ de la mise en liaison de tous les services de statistique des pays africains.

34. La période de deux ans prévue pour cette activité peut sembler trop longue. Etant donné les difficultés de communication et de la normalisation et le but recherché, à savoir l'accès sans restriction à Internet, et le fait qu'il a de la valeur ajoutée, les deux ans sont peut-être réalistes. L'objectif ultime est d'avoir une très grande base de données à la CEA avec des bases de données multisectorielles bien développées au niveau national, par exemple dans les offices nationaux de statistique, les universités, etc.

35. Les activités de l'équipe spéciale étaient envisagées à trois niveaux: élaboration d'un annuaire donnant les adresses électroniques des membres du CASD; étude des besoins en matière de liaisons et solutions à ces besoins, notamment création de pages Web; branchement sans restriction d'accès à Internet avec les connexions appropriées.

36. Cette activité ne devrait pas déboucher sur l'établissement d'un simple rapport mais montrer que des machines ont été installées, que les gens ont été formés et que le réseau fonctionne, etc. Pour l'exécution, il faudrait faire appel à des partenaires et mettre à contribution des institutions, des universités, etc. La formation représente un important volet des travaux de cette équipe spéciale. La possibilité de fournir des données en reliant entre elles des bases de données a été jugée intéressante car l'organisation de séries de données, y compris de méta-données, prendrait plus de temps. Il a été proposé que le travail relatif aux bases de données soit prévu pour une équipe spéciale distincte, qui pourrait avoir des relations avec l'équipe spéciale chargée des liaisons entre les membres du CASD.

37. Le représentant du Department for International Development (DFID) et celui de la Banque mondiale ont fait savoir que leurs organisations aimeraient être associées à cette équipe spéciale. Le représentant du DFID a signalé que son institution pouvait, à titre d'opération pilote, mettre en route des mesures visant à favoriser la multiplication ou le développement des liaisons dans les pays africains où elle avait des projets de coopération technique dans le domaine de la statistique.

38. Une proposition relative à la création d'un site Web pour le CASD, grâce auquel des informations sur le CASD, notamment un bulletin du CASD, pouvaient être diffusées par voie électronique a été soumise à l'examen du secrétariat. Ce site devrait avoir un objet précis n'englobant pas tous les aspects de la statistique.

Equipe spéciale n°2: Capacités de traitement électronique des données dans les pays africains

39. Il a été proposé de ne pas donner suite à cette activité puisque la collecte de données pouvait être entreprise par d'autres équipes spéciales travaillant sur des bases de données. Le Comité a approuvé cette annulation.

Equipe spéciale n°3: Répertoire des activités entreprises en Afrique dans le domaine de la statistique

40. Il a été proposé que cette équipe spéciale soit absorbée par l'équipe spéciale nouvellement créée pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. Le secrétariat, en sa qualité de responsable de l'équipe, a fait un compte rendu des activités entreprises jusqu'ici, en particulier sur la mise au point et la diffusion à tous les responsables des directions africaines de la statistique, ainsi qu'à tous les membres du CASD, d'un questionnaire pour activité unique.

41. Faisant part de leurs commentaires, des membres ont déclaré que la méthodologie et la conception actuelle du questionnaire pour le répertoire des activités entreprises en Afrique dans le domaine de la statistique étaient ambitieuses. Il y avait des risques que la méthodologie choisie ne permette pas de rendre compte de toutes les activités (elle pouvait provoquer de la lassitude chez les personnes interrogées) et des

chances réelles que certaines activités statistiques fassent partie de projets de nature non essentiellement statistique, par exemple un projet agricole. Il y avait lieu de mieux centrer les efforts. L'utilisation d'un questionnaire envoyé par courrier pour la collecte des informations ne pouvait garantir qu'il y ait un nombre suffisant de réponses pour que les résultats soient significatifs. Des entretiens individuels étaient préférables. Les moyens suggérés pour élever le pourcentage des réponses ont été soit de prévoir des mesures d'incitation pour ceux qui répondraient soit de prendre des mesures complémentaires suivant un calendrier très serré. Il a été estimé que ce serait difficile de rendre compte d'activités de statistique intégrées dans un questionnaire pour activité unique et qu'un tel questionnaire par institution pour définir les activités serait utile.

42. Au sujet de l'emploi du questionnaire pour le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba, le secrétariat a expliqué que l'enquête serait effectuée une fois sous sa forme actuelle, puis refaite au moyen d'un questionnaire plus précis, probablement l'année suivante, pour pouvoir évaluer les progrès. L'idée était de commencer par constituer des données de base. Quant à la méthodologie choisie pour le questionnaire, le secrétariat a fait savoir que cette question avait fait l'objet d'un examen approfondi et qu'aucune autre solution n'avait été trouvée.

43. Quelques réserves ont été émises concernant l'utilisation du répertoire. Le secrétariat a expliqué que l'idée était de réaliser l'objectif consistant à suivre la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. De plus, le répertoire offrirait une image plus fidèle de ce qui se passe dans les pays en matière d'activités statistiques, tout en permettant d'avoir des lignes directrices pour des politiques générales et d'améliorer la gestion des programmes.

44. Le Comité a demandé au secrétariat de présenter, lors de la prochaine réunion, un jeu de réponses détaillées au questionnaire. Il a été signalé que l'un des moyens permettant d'augmenter le nombre des réponses était de faire appel à l'amour-propre des gens: il serait très utile d'envoyer plusieurs rappels, en mentionnant ceux qui auraient répondu et ceux qui ne l'auraient pas fait. Toutefois, la meilleure méthode pour recueillir ce type d'information consistait à visiter le pays, méthode par ailleurs extrêmement coûteuse, a-t-on admis.

45. On a fait observer qu'un questionnaire pour activités multiples serait plus pratique, en permettant de couvrir toutes les activités, et conviendrait mieux dans le cas d'activités complexes ou intégrées. Il a été demandé au secrétariat d'en élaborer un et de le diffuser. Il a été proposé d'établir un questionnaire récapitulatif pour les institutions, peut-être lors de la deuxième phase de l'enquête. Le fait que l'adresse à laquelle il fallait retourner le questionnaire figure sur celui-ci a été considéré comme un handicap pour les responsables des directions nationales de la statistique dans leur rôle de coordination, car les institutions extérieures aux directions nationales pouvaient être tentées de renvoyer leurs réponses directement à la CEA.

46. Des doutes ont été exprimés quant au lien entre le répertoire et la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. Des membres ont demandé si l'élaboration du répertoire ne pourrait pas faire partie du programme de travail ordinaire de la CEA.

47. Pour faciliter les premières mesures de l'élaboration du questionnaire portant sur des activités multiples, des représentants d'AFRISTAT et du Nigéria sont convenus de tenir une réunion avec le secrétariat le 23 mai 1997. Le représentant de la DFID a proposé de faire part de ses commentaires concernant le questionnaire avant sa mise au point finale.

48. Le représentant du Nigéria a fait savoir que son pays aimerait s'associer aux travaux de cette équipe spéciale.

Equipe spéciale n°4: Renforcement des centres chargés du Programme de formation statistique pour l'Afrique (PFSA)

49. Le Comité a décidé de maintenir cette équipe spéciale. Le représentant du DFID a déclaré que l'appui à la formation avait une priorité élevée au sein de son organisation et que pour cette raison, elle souhaitait s'associer aux travaux de cette équipe spéciale. Il a été proposé de faire des organisations suivantes, EUROSTAT, Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA), Université d'Ibadan, des membres associés de l'équipe spéciale. Le délai imparti à l'équipe spéciale a été réduit de deux ans à un an.

50. Le Directeur de l'ISAE, de l'Université de Makerere, s'est félicité de ce que son établissement soit placé à la tête de cette équipe spéciale.

Equipes spéciales n°5 et 6: Création d'un centre africain d'archivage/de traitement à façon des données sur les ménages; évaluation et suivi de l'évolution de la pauvreté en Afrique

51. Il a été proposé de fusionner ces deux équipes spéciales en une seule, dotée d'un nouveau nom. Le Comité s'est déclaré favorable à cette suggestion, en proposant que cette équipe spéciale travaille également sur des questions sexo-spécifiques, ce qui permettrait de réduire au minimum le nombre d'équipes spéciales et d'améliorer la jonction avec les utilisateurs. L'équipe spéciale s'acquitterait de sa tâche en procédant par phases. L'opération pilote relative à la base de données évolutive du Mozambique a été mentionnée. Il a été proposé d'associer le Ghana et le Kenya à cette équipe spéciale en raison de leur participation à l'élaboration du questionnaire de la Banque mondiale relatif aux indicateurs essentiels du bien-être social. Comme la Direction fédérale de la statistique du Nigéria s'était lancée dans un travail d'archivage, le représentant du Nigéria a demandé à être associé à cette équipe spéciale.

52. Présentant les deux équipes spéciales, le représentant de la Banque mondiale a évoqué les événements survenus dans son organisation, qui avaient mené à la création d'une base de données évolutive. Celle-ci permettait de voir facilement dans quels domaines les données manquaient et quelles pouvaient être les utilisations des données en général, ce qui permettrait à la Banque mondiale de guider plusieurs pays africains dans la création de bases nationales de données à caractère évolutif. Après avoir fait ressortir la distinction entre macro-données et micro-données, on a proposé la constitution d'équipes spéciales distinctes chargées de créer des bases évolutives de chaque série.

Equipe spéciale n°7: Développement des données détaillées par sexe en Afrique

53. Bien que les questions sexo-spécifiques soient considérées comme importantes et préoccupent la CEA, il a été estimé que le travail à faire dans ce domaine était fait de façon satisfaisante par d'autres institutions, comme par exemple l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et la Division de la statistique de l'ONU. Il n'exigeait donc pas pour le moment la création d'une équipe spéciale du CASD.

Equipe spéciale n°8: Mise en place du Système de comptabilité nationale 1993 en Afrique et problèmes de coordination

54. On a estimé que cette activité relevait du programme de travail de la CEA. Il a été admis qu'en raison des difficultés rencontrées par de nombreux pays dans ce domaine et du fait que les méthodes de comptabilité nationale étaient en général différentes dans les pays anglophones et dans les pays francophones, le CASD devait garder l'attention fixée sur la question. Le représentant d'AFRISTAT a expliqué que son organisation avait lancé un programme visant à aider 14 pays africains francophones dans ce domaine. Par le biais de ce programme, AFRISTAT contribuerait à la mise en oeuvre du SCN 1993. Elle rendrait compte

des efforts accomplis, notamment de la mesure dans laquelle le SCN était mis en oeuvre dans les pays, afin que la CEA puisse en tenir compte lorsqu'elle établit ses rapports habituels.

Equipe spéciale n°9: Etablissement de séries de données sociales nationales minimales pour les Etats membres

55. Il avait tout d'abord été proposé de fusionner cette équipe spéciale avec les équipes 5 et 6. On a fait remarquer que ses attributions n'étaient pas très claires puisque la Commission de la statistique de l'ONU avait recommandé 15 indicateurs pouvant être utilisés par les pays. Il n'y avait apparemment pas d'intérêt à ce que la tâche soit accomplie par l'équipe spéciale par ses propres moyens. Le représentant de la Division de la statistique de l'ONU a fait savoir que sa division ne pensait pas diriger les activités de cette équipe, dans le cas où elle serait créée.

56. L'intervenant a expliqué qu'il n'y avait pas de relation directe entre cette équipe spéciale et le Système de gestion des informations économiques et sociales de l'ONU (UNESIS). L'objectif de l'UNESIS était d'établir des normes utilisables par toutes les bases de données et de faciliter à la fois l'accès aux données et l'échange de données.

57. A la lumière des débats sur l'établissement d'équipes spéciales, le Comité a approuvé la création de cinq équipes spéciales qui constitueraient le moteur des travaux du CASD (annexe I).

58. Il a été demandé au secrétariat d'informer les membres du CASD absents ainsi que les non-membres de la création de ces équipes et de les encourager à y jouer un rôle ou à s'y associer.

59. Il a été proposé qu'un rapport de situation soit présenté à la huitième réunion du CASD concernant les domaines où l'on n'avait pas établi d'équipe spéciale. Le représentant du DFID a fait savoir qu'il pouvait apporter une contribution à ce rapport dans le domaine de la comptabilité nationale, s'agissant des pays anglophones où existaient des projets dans le domaine statistique financés par le DFID.

60. On a demandé que les documents de la prochaine réunion du CASD soient distribués suffisamment longtemps avant la réunion. Le secrétariat du CASD devrait soumettre un rapport semestriel sur le déroulement des activités des équipes spéciales, qui devrait faire partie de ses propres rapports et être diffusé aux membres du CASD.

4. Mobilisation de ressources pour les activités du CASD (point 6 de l'ordre du jour)

61. Un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/DISD/CASD.7/97/3 portant sur la mobilisation de ressources, qui comprenait une analyse des facteurs responsables des insuffisances des statistiques africaines, un examen des activités du CASD et des efforts déployés pour trouver des ressources pour ses activités et quelques descriptifs de projet.

62. Ce document comportait une présentation du mandat du CASD, ainsi qu'une étude des initiatives qu'il avait prises pour s'acquitter de son mandat en cherchant à consolider, à réorganiser et à développer les systèmes africains de statistique. Il faisait état des résultats obtenus par le CASD dans le cadre de ses activités. Celles-ci avaient été essentiellement des activités de facilitation.

63. La conclusion était que le CASD n'avait pas suffisamment de ressources pour s'attaquer avec des résultats satisfaisants à ses grands objectifs, comme par exemple la conduite d'une étude régulière de l'ensemble des progrès accomplis par les pays africains dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90.

64. Les auteurs ont fait observer que le PNUD avait mis fin au soutien financier apporté au programme de développement de la statistique en Afrique après le premier trimestre 1993. Ils proposaient plusieurs mesures permettant de mobiliser des ressources.

65. Au cours du débat qui a suivi, il a été noté que la mobilisation de ressources déterminerait la possibilité ou non pour le CASD de poursuivre les objectifs qu'il s'était fixés.

66. Le représentant de la Division de la statistique de l'ONU a déclaré que sa division disposait de fonds pour la coopération technique. Ces fonds étaient utilisés pour financer des activités de formation (organisation d'ateliers, bourses, etc.). Or, les activités de ce type étaient déjà entreprises conjointement avec la CEA. Ainsi, deux ateliers devaient être organisés à la CEA au cours du quatrième trimestre 1997 concernant les statistiques et les bases de données relatives à l'environnement. En outre, la Division de la statistique comptait dans son personnel permanent deux conseillers inter-régionaux qui effectuaient des missions consultatives portant sur l'informatique et le Système de comptabilité nationale 1993. Par ailleurs, la division recevait des fonds extra-budgétaires, en particulier du FNUAP et du PNUD, pour les projets relatifs à la population et aux statistiques économiques et l'Afrique avait le rang de priorité le plus élevé dans l'utilisation de ces fonds et de ces facilités.

67. La représentante de l'International Programs Centre, du Bureau of the Census des Etats-Unis, a déclaré que le Bureau était disposé à maintenir le soutien apporté à certains volets des activités du Comité. Ce soutien pourrait notamment prendre la forme d'une formation gratuite offerte à des participants venant d'institutions régionales africaines de formation statistique. Les participants retourneraient ensuite dans leurs institutions respectives et partageraient les connaissances acquises avec les stagiaires. L'intervenante a également mentionné que le Bureau mettait à la disposition de ceux qui le demandaient, gratuitement, le logiciel IMPS de traitement des données de recensement et d'enquête. Elle a mentionné que le Bureau travaillait activement à l'élaboration d'un système de mise au point technique des recensements pouvant être utilisé pour établir des questionnaires de recensement ainsi que des manuels pour les agents recenseurs, les cadres, etc., ce qui contribuerait à la normalisation de ces types d'opérations en Afrique.

68. Le représentant du Nigéria a fait remarquer que dans le document examiné, il était difficile de déterminer là où des fonds sont requis pour promouvoir le programme de travail de la CEA séparément de la réalisation des objectifs du CASD. Il a souligné la nécessité de développer davantage le Programme africain concernant la mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages et a fait observer qu'il était nécessaire d'amener la Banque africaine de développement (BAD) à appuyer les activités du CASD. Il a estimé que l'UNICEF pourrait être un partenaire au sein du CASD, étant donné en particulier que cet organisme s'intéressait spécialement aux indicateurs relatifs à la survie de l'enfant. Le représentant a suggéré que d'autres partenaires, y compris les Etats membres, soient encouragés à participer aux activités du CASD.

69. Il a été fait remarquer qu'au sein du système des Nations Unies, la masse de ressources était en baisse et il était par conséquent d'une nécessité impérieuse d'utiliser judicieusement les ressources disponibles.

70. S'agissant des descriptifs de projet dont il est question à l'annexe C du document, il a été constaté qu'il existait de nombreux domaines dans lesquels les activités que devait entreprendre une équipe spéciale faisaient double emploi avec celles figurant dans les descriptifs de projet. Il a été proposé de fusionner, dans la mesure du possible, les activités des équipes spéciales et celles des descriptifs de projet. Le Comité s'est demandé si la CEA soumettrait une requête pour les fonds à allouer aux descriptifs de projet ou s'il existait un dispositif du CASD permettant de formuler de telles requêtes. Il a été souligné que l'objectif était d'élaborer des projets entiers pour financement.

71. Il a été fait observer que l'utilité du document était entachée par le fait qu'aucune mention n'y était faite des ressources dont le CASD disposait actuellement.

72. Le représentant du DFID a donné une idée des conditions attachées à la fourniture d'une assistance du DFID au CASD. Il a souligné que le DFID était déjà prêt à fournir une assistance en nature. Une des conditions concernant l'octroi d'une assistance financière était que les demandes soient présentées sous forme de propositions de projet détaillées pour des activités spécifiques.

73. Le Président a fait remarquer qu'il était nécessaire de définir avec précision les besoins en ressources pour les différentes activités qui étaient prévues et qu'une telle évaluation pourrait être soumise au Comité pour examen. Il a en outre fait remarquer que pour améliorer les méthodologies de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des données, il convenait d'avoir des méthodes d'évaluation et d'analyse qui permettraient au CASD d'harmoniser les activités dans les Etats membres.

5. Questions diverses (point 7 de l'ordre du jour)

74. Au titre de ce point de l'ordre du jour, s'est tenu un débat sur le rôle de la CEA au sein du CASD et dans le développement de la statistique en Afrique.

75. Après avoir souhaité la bienvenue au Secrétaire exécutif, le Président l'a brièvement informé de la mise sur pied des cinq équipes spéciales du CASD et de l'élaboration du mandat de chacune des équipes. Il a ajouté qu'en mettant sur pied ces équipes spéciales, l'objectif était de jeter des bases solides pour le développement et la viabilité des systèmes de statistiques en Afrique.

76. Notant la nouvelle ère de la connectivité électronique et l'intérêt qu'elle a suscité, le Président a souligné l'ampleur de la tâche que constitue le développement de la statistique, la nécessité d'instaurer un dialogue et d'imprimer une orientation afin que l'objectif de l'autosuffisance en matière de développement de la statistique en Afrique puisse être réalisé. Les pays africains étaient obligés de maintenir un contrôle sur la production de leurs données statistiques et de gérer ce processus.

77. Dans son intervention, le représentant du Nigéria a remercié le Secrétaire exécutif d'avoir manifesté son appui à la statistique en participant en personne à la réunion. Il a souligné que l'état peu satisfaisant de la statistique en Afrique était la conséquence du faible rang de priorité qui avait été accordé à son développement. Il a fait observer que par rapport à d'autres régions, les données et statistiques africaines étaient fondamentalement insuffisantes et peu fiables.

78. Il a indiqué que le rôle de la CEA était d'inciter les pays africains à s'engager dans des voies nouvelles pour améliorer et développer la statistique en Afrique. Il a fait remarquer qu'en l'absence de données, il ne serait à rien de mettre l'accent sur les bases de données et la connectivité électronique. S'agissant du développement de la statistique, il a estimé qu'une attention prioritaire devrait être accordée à l'élaboration de concepts, de définitions et de classifications, ainsi qu'à la formation et à la recherche statistiques. Il a souligné que le rôle de la CEA était de promouvoir les efforts en faveur du développement de la statistique en Afrique et d'y contribuer.

79. Le rôle du CASD était d'aider la CEA à s'acquitter de ses responsabilités.

80. Le représentant de la Banque mondiale a pris note du double rôle important de la CEA, en qualité tout d'abord de membre du CASD et en deuxième lieu en tant que secrétariat. Ce double rôle entraînait de lourdes responsabilités pour la CEA. Il a souligné que la CEA a un avantage comparatif pour ce qui est de la mise en place des capacités, des activités de plaidoyer en faveur de la libre circulation des données et du fait qu'elle était la meilleure source de statistiques régionales et qu'elle possédait aussi une forte concentration de savoir-faire technique. La CEA est l'organisme chef de file pour deux des cinq équipes spéciales qui venaient d'être mises sur pied à la réunion et est aussi membre associée de toutes les autres équipes spéciales.

81. En tant que secrétariat, ses responsabilités consistaient à faciliter les réunions du CASD, à faire en sorte qu'elles soient bien organisées et veiller à leur bon déroulement; coordonner les activités de suivi et diffuser les rapports, les publications, etc. du CASD; suivre la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba, etc.

82. Le Secrétaire exécutif a remercié le Comité pour sa contribution concernant le rôle de la CEA et a fait ressortir les perspectives offertes par la connectivité électronique pour ce qui est de l'amélioration des données statistiques. Il a fait observer que la qualité et la quantité des statistiques africaines s'étaient détériorées au fil des ans. Etant donné la réduction des ressources de l'organisation, il convenait d'identifier avec exactitude ce que la CEA pouvait entreprendre toute seule et ce qu'elle pouvait entreprendre en partenariat avec d'autres. Il a indiqué qu'il était nécessaire d'avoir une vision claire du rôle de plaidoyer de la CEA et de l'importance de sa participation à la mise en place des capacités au niveau national. En conclusion, il a, encore une fois, remercié les membres du CASD pour leur contribution et les a assurés de son appui.

6. Date et lieu de la prochaine réunion (point 8 de l'ordre du jour)

83. Le Comité est convenu de tenir sa huitième réunion en mai 1998 au siège de la CEA (Addis-Abeba) et a décidé que les dates exactes seraient arrêtées par le secrétariat du CASD en consultation avec la Présidente et communiquées aux membres.

7. Clôture de la réunion

84. Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Chef de la Division des services de l'information pour le développement, a remercié les membres du Comité pour la qualité de leurs contributions aux travaux et a promis que la CEA ferait de son mieux pour faciliter les activités du CASD.

85. Le Président a ensuite déclaré la réunion close.

EQUIPES SPECIALES DU CASD

Equipe spéciale : 1

Titre : **Connectivité pour les statistiques**
 Chef d'équipe : **Secrétariat du CASD**
 Associés : **AISI, Banque mondiale, DFID**
 Objectif : **Améliorer la coordination et la communication entre les membres du CASD et en fin de compte les services nationaux de statistique.**

Résultats escomptés : Première phase

- 1.1 Un répertoire du CASD qui sera une liste des adresses sur ^{Internet}~~INTERNET~~ des membres du CASD.
- 1.2 Un document cadre exposant la manière d'établir la connectivité dans les Etats membres, en commençant par ceux du CASD.

Durée : Point 1.1 : à réaliser en un mois, avec élargissement en l'espace de quatre mois, afin d'avoir une liste de tous les bureaux statistiques africains ayant déjà une adresse électronique sur Internet.

Deuxième phase

- 2.1 Identification des besoins en matière de branchement au courrier électronique et définition d'une méthodologie pour mener à bien cette tâche
- 2.2 Identification de problèmes particuliers liés au branchement au courrier électronique
- 2.3 Mobilisation des ressources, y compris la contribution des partenaires au branchement au courrier électronique
- 2.4 Création de pages Web du CASD
- 2.5 Organisation par le secrétariat du CASD de cours de formation pour deux à trois candidats par pays, sur la connectivité à Internet

Durée : Un an pour le branchement au courrier électronique des membres actuels du CASD et dix connections supplémentaires par an.

Troisième phase

- 3.1 Création d'un site Web pour le CASD.
- 3.2 Connectivité Internet totale pour tous les membres du CASD.
- 3.3 Recommandations relatives à l'extension de chacune des activités de connectivité à tous les Etats non membres du CASD, y compris la connectivité pour les organisations non gouvernementales et toutes les institutions s'occupant de statistiques.

Durée : Période d'un an pour réaliser la connectivité des membres du CASD. Ensuite, sensibilisation et formation en vue de réaliser la connectivité Internet totale pour tous les autres Etats membres, l'objectif étant de couvrir tous les membres dans une période de deux ans. Connectivité physique à réaliser à la cadence de huit Etats membres par an.

Condition

Cela dépendra des politiques des Etats membres en matière de connectivité.

Equipe spéciale : 2

Titre : Suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba

Chef d'équipe : Secrétariat du CASD

Associés : AFRISTAT, Nigéria

Objectif : Evaluer les progrès et fournir une assistance plus importante dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba

Résultats escomptés : 1. Un recueil des activités statistiques dans chaque pays africain

Une telle information devrait porter, entre autres, sur : les ressources disponibles; la nature et l'importance de l'assistance technique pour la collecte des données; les activités de diffusion des données et l'assistance aux donateurs. L'information sur les activités statistiques des pays devrait aussi être demandée aux donateurs ainsi qu'aux institutions techniques fournissant un soutien aux activités statistiques dans les pays africains afin d'avoir un tableau complet de la situation. La période sur laquelle porte l'information serait décidée par l'Equipe spéciale.

Durée : Un an.

2. Rapport sur la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba aux niveaux régional, sous-régional et national.

Durée : Six mois après l'achèvement du recueil des activités statistiques en Afrique.

Equipe spéciale : 3

Titre : Renforcement du Programme de formation statistique pour les centres PFSA en Afrique

Chef d'équipe : Institut de statistiques et d'économie appliquée (ISAE), Ouganda.

Associés : DFID, EUROSTAT, ENSEA, Université d'Ibadan.

Objectif : Etudier les évaluations les plus récentes des centres PFSA et identifier les problèmes qui entravent leur bon fonctionnement.

Résultats escomptés : Rapport contenant des recommandations sur la façon de réactiver les centres PFSA.

Durée : Un an.

Equipe spéciale : 4

Titre : Unités de services et bibliothèque sur les micro-données aux niveaux des pays et de la région, notamment pour le suivi de la pauvreté et de la question des disparités entre les sexes - projet pilote.

Chef d'équipe : Banque mondiale

Associés : CEA, AFRISTAT, Division de la statistique de l'ONU, Nigéria, Afrique du Sud, Directeurs d'offices statistiques de 2-5 pays pilotes.

Objectif : Première phase

Aider 2-5 pays pilotes à établir des centres de service de données contenant des données facilement accessibles provenant d'enquêtes sur les ménages et de recensements - et à établir à la CEA un centre de service régional similaire. Les centres de service devraient comporter des séries de données sociales nationales minimales pour le suivi de la pauvreté et le suivi de l'exécution des programmes et actions dans le domaine social.

Deuxième phase

1. Aider les pays pilotes (et tout autre pays intéressé) par le biais de cours de formation et de conseils pour l'élaboration de rapports du suivi du programme ayant une utilité au niveau de la politique.
2. Elaborer et utiliser en commun des indicateurs sociaux sommaires appropriés sur la base des séries de données, y compris des indicateurs sur la pauvreté sexo-spécifique.

Résultats escomptés : Première phase

1. Centres pilotes de service de données sur les "pratiques les meilleures" dans 2-5 pays et au niveau régional.
2. Un atelier d'évaluation (à Addis-Abeba?).
3. Une stratégie pour aider les pays à établir des centres de service de données dans toute la région.

Deuxième phase

1. Brochures et/ou publications électroniques portant sur un pays donné sur des questions telles que la pauvreté et les questions sexo-spécifiques, en procédant, au moment voulu, à des comparaisons chronologiques.
2. Un atelier pour comparer des indicateurs sociaux établis à l'issue de travaux de recherche et chercher des indicateurs communs éventuels à utiliser au niveau régional.

Durée : Première phase : 1 1/2 an.
Deuxième phase : 1 1/2 an.

ou choisir des pays pilotes possédant des séries de données actuelles sur les ménages, et ensuite une année pour chacun

Equipe spéciale : 5

Titre : Base de données active sur les pays - projet pilote.

Chef d'équipe : Banque mondiale

Associés : CEA, AFRISTAT, Division de la statistique de l'ONU, UNICEF, Nigéria, Directeur d'offices statistiques de 2-5 pays pilotes (y compris le Mozambique)

Objectif : Etablir des bases de données actuelles au niveau des pays contenant les principaux indicateurs statistiques aux niveaux macro-économique et sectoriel dans certains pays pilotes - et établissement éventuel de liaisons avec un système de bases de données régional.

Résultats escomptés : 1. Système de base de données au niveau des pays pour 2-5 pays pilotes
2. Atelier d'évaluation (à Addis-Abeba?)
3. Stratégie visant à aider les pays à établir un système de base de données régional dans toute la région

Durée : Deux ans.

LISTE DES PARTICIPANTS

Dr. O.O. Ajayi
Director General
Federal Office of Statistics
36/38 Broad Street
P.M.B. 12528
Lagos, Nigeria
Telephone No.: (234-1) 264 7258 (Off.), (234-1) 681 427 (Res.)
Fax. No. (234-1) 263 5077

Mr. Lamine Diop
Directeur Général
AFRISTAT
B.P. E1600
Bamako, Mali
Telephone No.: (223) 23 55 00, (223) 23 55 80
Fax. No.: (223) 22 11 40

Dr. Abdulahi Hassen
General Manager
Central Statistical Authority
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: (251-1) 11 51 31
Fax. No.: (251-1) 55 03 34

Mr. Osborne Jackson
Deputy Director
United Nations Statistics Division
United Nations
New York, N.Y. 10017
USA
Telephone No.: (212) 963 4583
Fax. No.: (212) 963 9851

Mr. George W. Kibirige
Director
Institute of Statistics and Applied Economics (ISAE)
(Regional Project)
Makerere University
P. O. Box 7062
Kampala, Uganda
Telephone No.: (+256-41) 541 558 (Office), (+256-41) 533 380 (Res.)
Fax. No.: (256-41) 53 07 56
E-mail: ISAE@mukla.gn.apc.org]

ECA/DISD/CASD.7/97/4

Annexe II

Page 2

Mr. Timothy Marchant
Senior Economist/Statistician
The World Bank
1818 H. Street, NW
Washington D.C.
USA

Telephone No.: (202) 473 4721

Fax. No.: (202) 477 2977

E-mail: TMarchant@worldbank.org

Mr. Richard Martini
Statistics Adviser
Department for International Development (DFID)
V452, 94 Victoria Street
London SW1E 5JL
Telephone No.: (44) 171 917 0645
Fax. No.: (44) 171 917 0719
E-mail: R-MARTINI@oda.gtnet.gov.uk]

Dr. F. M. Orkin
Head
Central Statistical Service
Private Bag X44
Pretoria 0001
Republic of South Africa
Telephone No.: (+27-12) 310 8075
Fax. No.: (27-12) 3200719
E-mail: marko@css.pwv.gov.za (personal), hermannr@css.pwv.gov.za (for CASD documents)

Ms. Selma L. Sawaya
International Technical Adviser
International Programs Centre
U.S. Bureau of the Census
Washington DC 20233-8860
USA
Telephone No.: (1-301) 457 1451
Fax. No.: (1-301) 457 3033
E-mail: ssawaya@census.gov

SECRETARIAT

Ms. Karima Bounemra Ben Soltane
Chief
Development Information Services Division (DISD)
UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 14 08
Fax. No.: (251-1) 51 44 16, (251-1) 51 05 12
E-mail: Karima_bounemra_at_uneca@un.org

Ms. Nancy J. Hafkin
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 11 67
Fax. No.: (251-1) 51 44 16
E-mail: hafkin.uneca@un.org

Ms. P. Amonoo
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 02 80
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Ms. Joanne Cabrera
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 775
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Ms. Zelleka Haile
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 403
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

ECA/DISD/CASD.7/97/4

Annexe II

Page 4

Mr. A.E. Cummings-Palmer

DISD, UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 456

Fax. No.: (251-1) 51 44 16, (251-1) 51 05 12

Mr. D.W.M. Mzumara

DISD, UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 171

Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. R. Rakotobe

DISD, UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 617

Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. A.K. Amelewonou

DISD, UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 173

Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. E.F. Ching'anda

DISD, UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 468

Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. S. Traore

DISD, UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 460

Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Ms. V. Tankou
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 459
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. O. Malick Sy
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 461
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Ms. K. Cassamajor
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 750
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Ms. A.P. Ngwako
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 175
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. J. ABOUL-FAKI
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 750
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. Saddik Solbi
DISD, UNECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa, Ethiopia
Telephone No.: 51 72 00, Ext. 637
Fax. No.: (251-1) 51 44 16

ECA/DISD/CASD.7/97/4

Annexe II

Page 6

Mr. Abdishakour A. Gulaid

DISD, UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 718

Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. K.A. Banda

Food Security and Sustainable Development Division

UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 33 330

Fax. No.: (251-1) 51 44 16]

Mr. M.K. Mwango

Development Management Division

UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 33 348

Fax. No.: (251-1) 51 44 16

Mr. Y. Suliman

Economic and Social Policy Division

UNECA

P.O. Box 3001

Addis Ababa, Ethiopia

Telephone No.: 51 72 00, Ext. 483

Fax. No.: (251-1) 51 44 16